

Unité bidépartementale de la Charente  
et de la Vienne

Poitiers, le 26 mai 2025

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 14 avril 2025

**Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom**

ZE La Braconne  
19 route du Lac des Saules  
16600 Mornac

Références : 2025 656 UbD16-86 Env86  
Code AIOT : 0007203525

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14 avril 2025 dans l'établissement Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom implanté lieu-dit « Forêt de Jarnac » 16200 Sainte-Sévère. L'inspection a été annoncée le 21 mars 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Syndicat Valorisation Déchets Ménagers de la Charente Calitom
- Lieu-dit « Forêt de Jarnac » 16200 Sainte-Sévère
- Code AIOT : 0007203525
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

A Sainte-Sévère, CALITOM exploite un pôle de traitement de déchets d'environ 50 ha au lieu-dit « Panneloup ». Ce pôle est notamment composé d'une installation de stockage de déchets non dangereux, d'un quai de transfert et d'une plateforme de broyage de déchets verts. Le bâtiment du tri mécano-biologique (TMB) est à l'arrêt depuis 2022 ; l'activité de TMB a été exploitée de 2012 à 2022. La cessation d'activité de cette activité devra être déclarée à la préfecture et les mesures de mise en de sécurité et de diagnostics environnementaux devront être transmis à l'inspection (cette

demande a été formulée à l'issue de la visite d'inspection réactive du 28/04/2025).

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection généraliste produits chimiques
- Réception des alvéoles 3.3 et 3.4 du casier de stockage de déchets non-dangereux 3

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Réexamen IED	Arrêté préfectoral du 22 octobre 2014, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Zonage interne à l'établissement	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.2.2	Demande d'action corrective	15 jours
10	Étiquetage des substances dangereuses	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.5.2	Demande d'action corrective	15 jours
12	Gestion des stockages en rétention	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.5.5	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Ressources en eaux et matériaux incombustibles	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.6.3
2	Dépotage carburants : mise à la terre	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.3.4
4	Plan d'exploitation	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 8.1.4.4
5	Inventaire des substances présente dans l'établissement	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.2.1
7	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5
8	Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH	Règlement européen du 18 décembre 2006, article 35
9	Vérifications périodiques	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.4.2
11	Rétentions	Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.5.3
13	Contenu du dossier	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 20-II
14	Vérification de la barrière passive	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 18
15	Fond du casier	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 8
16	Flancs du casier	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 8
17	Pose de la géomembrane PEHD	Arrêté ministériel du 15 février 2016, articles 9 et 19
18	Collecte des lixiviats	Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 11

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

À l'issue de l'inspection, aucune non-conformité majeure n'a été constatée au regard de la réglementation applicable. L'exploitant doit néanmoins prendre en compte les demandes de l'inspection formulées dans les fiches de constats ci-après.

L'inspection des installations classées a procédé à la vérification documentaire du dossier de conformité pour la création des alvéoles A3.3 et A3.4 du casier de stockage de déchets de déchets non-dangereux n° 3 et n'émet pas, à l'issue de cet examen, d'observation majeure. Considérant que le respect des préconisations réglementaires et des dernières normes en vigueur est en premier lieu de la responsabilité de l'exploitant, cette vérification ne s'est pas voulue exhaustive. La présente inspection n'a pas révélée d'incohérences entre les constats visuels réalisés et les éléments examinés dans le dossier. Par conséquent, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la réception de déchets dans les alvéoles A3.3 et A3.4 du casier 3.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Ressources en eaux et matériaux incombustibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.6.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suite de l'inspection précédente
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant dispose a minima de :</p> <p>deux réserves d'eau dont les capacités sont respectivement de 900 m<sup>3</sup> (fond de bassin 3) sur la zone Sud du site et de 600 m<sup>3</sup> (fond de bassin EP 2) sur l'ISDND ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une réserve de matériaux de couverture en quantité suffisante, pour éteindre un éventuel incendie sur l'installation de stockage en cours d'exploitation ;</li> <li>• des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;</li> <li>• des extincteurs efficaces pour feux d'hydrocarbures sur tous les engins d'exploitation ;</li> <li>• des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues. Ils sont protégés contre le gel ;</li> <li>• de systèmes d'alarme incendie ;</li> <li>• de système de détection automatique d'incendie ;</li> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li> <li>• de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.</li> </ul> <p>L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Elle est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.</p> <p>Un essai de mise en aspiration sur la réserve en eau est réalisé en liaison avec le service de prévision départemental et l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs et les résultats de cet essai</p> <p>L'ensemble des matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incident susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat lors de l'inspection précédente :</u></p> <p>« L'exploitant s'assurera que les raccords des bassins d'incendie sont bien fonctionnels, et justifiera de la réalisation d'un nouveau contrôle des RIA. »</p> <p><u>Constat le jour de l'inspection :</u></p>

<p>L'exploitant confirme que le SDIS n'utilisera pas les points d'aspiration des bassins incendie, le mode opératoire prévoyant la mise en place d'une bâche, amenée directement par le SDIS, qui mobilise ses propres moyens pour intervenir. L'exploitant poursuit cependant la vérification annuelle de l'ensemble des points d'aspiration.</p> <p>Pour confirmer ce constat, il a bien été constaté lors de l'inspection du 28/04 (faisant suite à l'incendie survenu le 27/04) que les pompiers avaient recours à leur propre flexible souple pour procéder aux mises en aspiration d'eau pour la lutte contre l'incendie.</p> <p>La vérification des RIA a été réalisée au second semestre 2024.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : Dépotage carburants : mise à la terre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Suite de l'inspection précédente
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« En zones à risques, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle. L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielles. »</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><u>Constat lors de l'inspection précédente :</u></p> <p><i>« Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de mettre en place une prise de terre pour les camions citernes de dépotage de GNR.</i></p> <p><i>Les consignes de dépotage sur place sont à mettre à jour. »</i></p> <p><u>Constat le jour de l'inspection :</u></p> <p>L'exploitant a justifié en réponse à la précédente inspection de l'existence d'un système de mise à la terre automatique lors du dépotage, celle-ci étant en place directement au niveau du raccord de dépotage. Si ce système présente l'avantage de ne pas nécessiter d'opération particulière pour relier l'engin à la terre, il soulève des interrogations notamment concernant son électivité dans n'importe quelle situation, et notamment cas de raccords non compatibles.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est recommandé à l'exploitant de s'assurer de la conformité du dispositif de mise à la terre dans le cas où des camions de dépotage composés de raccords non compatibles avec ce système.</p> <p>L'exploitant devra s'assurer que le système en place permet de garantir, en toute situation, une bonne mise à la terre des véhicules lors des dépotages.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Réexamen IED

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 22 octobre 2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, IED
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>« [...] Au sens de l'article R. 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique</i></p>

3540 relative au stockage de déchets et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles relatives au BREF WT (traitement de déchets) intégrées à l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé. Conformément à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, mentionnées à l'article L. 515-29 du même code, sous la forme d'un dossier de réexamen dont le contenu est décrit à l'article R. 515-72.

Conformément à l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 susvisé, « [...] la procédure de réexamen prévue à l'article R. 515-70 du code de l'environnement est mise en œuvre trois ans après la publication au Journal officiel de l'Union européenne de la décision concernant les conclusions des meilleures techniques disponibles relatives au traitement de déchets. Ce réexamen est à réaliser pour l'ensemble des installations présentes sur le site. »

La conformité aux meilleures techniques disponibles devra être démontrée avant le 17 août 2025. »

#### **Constats :**

Le BREF relatif au traitement de déchets (BREF WT) a été publié le 17 août 2018, mais ne s'applique toutefois pas aux installations de stockage, considérant que l'activité est déjà encadrée par la directive n° 1999/31/CE du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets.

L'arrêté ministériel du 7 août 2023 modifiant l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND) a été publié le 28 octobre dernier. Cet arrêté vise en particulier à identifier et prescrire les meilleures techniques disponibles applicables à ces installations, afin de disposer d'un référentiel pertinent dans le cadre de la procédure de réexamen IED. En début d'année 2024, il a par conséquent été demandé à l'ensemble des ISDND de la région Nouvelle-Aquitaine :

- d'évaluer la conformité des installations suites aux modifications introduites par l'arrêté ministériel du 7 août 2023 susmentionné ;
- d'examiner la nécessité de remise d'un rapport de base et, le cas échéant, transmettre ce dernier.

Le jour de l'inspection, l'exploitant indique que la réponse au courrier susmentionné est quasiment finalisée et qu'elle sera transmise dans les semaines suivant l'inspection.

À la date de rédaction du présent rapport, cette réponse n'a pas été transmise.

S'agissant du rapport de base, il semble nécessaire de le mettre à jour au regard des produits chimiques utilisées sur site notamment pour le traitement des lixiviats au sein de l'unité O'Vive.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra transmettre sous 15 jours sa réponse au courrier susmentionné afin :

- d'évaluer la conformité des installations suites aux modifications introduites par l'arrêté ministériel du 7 août 2023 susmentionné ;
- d'examiner la nécessité de remise d'un rapport de base et, le cas échéant, transmettre ce dernier.

Dans le cas où des actions correctives seraient à mettre en œuvre, l'exploitant présente un plan d'actions détaillé.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 15 jours

#### **N° 4 : Plan d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 8.1.4.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Caractérisation des risques

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant tient à jour un plan d'exploitation de l'installation de stockage, et le met à disposition de l'inspection des installations classées ; il est conservé jusqu'à la fin de la période couverte par des garanties financières.</p> <p>Ce plan fera notamment apparaître : „</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'emprise générale du site et de ses aménagements,</li> <li>• la zone exploitée,</li> <li>• les niveaux topographiques des terrains,</li> <li>• les voies de circulation et les rampes d'accès aux zones d'exploitation,</li> <li>• l'emplacement des casiers et des alvéoles, „</li> <li>• les déchets entreposés casier par casier (provenance, tonnage, nature),</li> <li>• le schéma de collecte des eaux, des bassins et des installations de traitement correspondantes,</li> <li>• les zones réaménagées,</li> </ul> <p>Un relevé topographique, accompagné d'un document décrivant la surface occupée par les déchets, le volume et la composition des déchets et comportant une évaluation du tassement des déchets et des capacités disponibles restantes, est réalisée tous les ans. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan d'exploitation à jour a été transmis avec le bilan annuel début avril 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Inventaire des substances présente dans l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractérisation des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R. 4411-73 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services d'incendie et de secours. »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique qu'il dispose d'une liste des substances utilisées par Calitom.</p> <p>Les installations de valorisation du biogaz et de traitement de l'eau sont respectivement gérées par les sociétés Suez et O'vive, qui disposent également d'une liste des produits mis en œuvre sur le site auxquelles peut accéder l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Zonage interne à l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Caractérisation des risques</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« L'exploitant tient à jour, sous sa responsabilité, le recensement des parties de l'établissement qui,</p>

<p>en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.</p> <p>L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'établissement la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque est signalé dans les locaux correspondants. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un plan des zones à risques mais qui ne permet pas de visualiser de façon précise les différents stockages sur le site (produits stockés, quantités, risques associés, etc.).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra établir un plan des stockages relatifs aux produits dangereux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 7 : Mesures de maîtrise des Risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, article 37.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« [...] 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <p>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p> <p>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</p> <p>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32. [...] »</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) des produits dont il dispose. Il indique que les sociétés Dalkia et O'vive disposent également des FDS des produits utilisés dans leurs installations.</p> <p>Le jour de l'inspection, il est parcouru les FDS relatives au liquide de refroidissement Maintain Fricofin DP50 et au lubrifiant Titan Cargo Maxx 5 W-30. La première recommande notamment l'utilisation d'un extincteur poudre en cas de départ de feu. Lors de la visite du site, il est constaté la mise en place des mesures de sécurité, avec notamment la présence d'un extincteur poudre ainsi que d'une boule anti-feu à poudre au niveau du stockage de l'aire de déchargement du casier en cours d'exploitation. Il est également vérifié la présence des FDS relatives aux produits utilisés par O'vive au niveau de l'installation de traitement d'eau.</p> <p>Aussi dans le container où se trouvent des produits chimiques nécessaires au traitement des lixiviats, il a été constaté, par sondage, la présence de rétentions et que les stockages des produits chimiques, dans des rétentions indépendantes, étaient réalisés de sorte à limiter les mélanges incompatibles en cas d'épanchement de contenants de produits chimiques. Ces dispositions sont cohérentes avec les éléments présentés dans les FDS sur les incompatibilités physico-chimiques entre produits.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>



**N° 8 : Substance soumise à la procédure de l'Autorisation REACH**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18 décembre 2006, article 35
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, REACH : Accès FDS aux travailleurs et représentants
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail. »</i>
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que l'ensemble des FDS des produits mis en œuvre est disponible sur le réseau de Calitom. Le cheminement pour l'accès aux fiches a été présenté lors de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Vérifications périodiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Opérations relatives aux produits dangereux
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mis en œuvre ou entreposés des produits chimiques dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention sont entretenus en bon état, contrôlés après leur installation et font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité. L'intervalle entre 2 contrôles ne peut excéder un an. »</i>
<b>Constats :</b> Les justificatifs relatifs au contrôle et à l'entretien des moyens de secours et d'intervention ont été transmis début avril avec le bilan annuel.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Étiquetage des substances dangereuses**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« Les fûts, réservoirs et autres emballages, les récipients fixes de stockage de produits dangereux d'un volume supérieur à 800 l portent de manière très lisible la dénomination exacte de leur contenu, le numéro et le symbole de danger défini dans la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses. À proximité des aires permanentes de stockage de produits dangereux en récipients mobiles, les symboles de danger ou les codes correspondant aux produits doivent être indiqués de façon très lisible. »</i>
<b>Constats :</b> Lors de la visite d'inspection, il a été constaté au niveau de l'aire de déchargement du casier en cours d'exploitation le bon étiquetage des produits stockés.  Sur l'unité de traitement des lixiviats exploitée par O'vive, l'inspection a constaté la présence de deux cuves PVC l'une contenant de l'acide chlorhydrique à 30 % et l'autre visiblement de la soude liquide (mais aucun affichage n'a été observé sur la cuve).  L'inspection a relevé que les deux cuves sont disposées sur la même rétention maçonnée. Ces deux cuves seraient double enveloppe mais l'exploitant ne l'a pas justifié et encore moins, la présence d'un système de détection de fuite de l'enveloppe intermédiaire. L'exploitant indique

<p>que ce serait O'vive qui aurait les remontées d'alarmes en cas de défaut observé sur les doubles enveloppe. En effet en cas de défaut sur la détection de fuite et comme les deux cuves sont sur un même rétention, la maîtrise des incompatibilités chimiques entre l'acide et la base (soude) n'est pas garantie.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant doit apposer un affichage avec les indications du produit, des pictogrammes CLP et des mentions de dangers sur la cuve de soude.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• mettre un affichage sur la cuve de soude de l'unité de traitement des lixiviats pour y préciser les éléments requis au titre de CLP (nature du produit, pictogrammes, etc.) ;</li> <li>• justifier que les cuves de réactif HCl et soude sont bien doubles enveloppes ;</li> <li>• justifier qu'un système de détection de fuite est bien présent sur chacune de ces cuves et de préciser les reports d'alarmes associés pour s'assurer de l'intégrité de la double enveloppe ;</li> <li>• disposer d'un reporting interne au site et suivi par l'exploitant du caractère fonctionnel de la détection de fuite.</li> </ul> <p><b>Dans le cas où la détection de fuite n'est plus opérationnelle, l'exploitant est tenu de mettre en place une rétention spécifique pour chacun des stockages pour la maîtrise des incompatibilités chimiques.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>

#### N° 11 : Réentions

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« <i>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li> <li>• 50 % de la capacité des réservoirs associés. [...] »</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de l'inspection, l'ensemble des produits stockés au niveau de l'aire de déchargement du casier en cours d'exploitation et de la station de traitement des lixiviats étaient sur réentions.</p> <p>La gestion des incompatibilités entre produits chimiques était satisfaisante sur le contrôle par sondage mené par l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 12 : Gestion des stockages en rétention

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté préfectoral du 9 juin 2011, article 7.5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>« <i>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou</i></p>

<i>dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, munis d'un système de détection de fuite. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté. »</i>
<b>Constats :</b> Des affichages rappellent les incompatibilités entre produits afin que ceux-ci soient placés sur des rétentions distinctes. Outre le stockage au niveau de la station de traitement de lixiviats susmentionné, il n'a pas été relevé de stockages incompatibles sur une même rétention.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant devra s'assurer que les produits stockés sur une même rétention sont bien compatibles (cf point 10). Cette justification devra être donnée pour l'ensemble des stockages de produits chimiques réalisés sur site du fait que le contrôle de l'inspection du 14/04 a été réalisé sur la base d'un sondage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 15 jours

#### N° 13 : Contenu du dossier

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 20-II
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ouverture d'un nouveau casier
<b>Prescription contrôlée :</b> <i>« II. [...] Avant l'exploitation de chaque nouveau casier, l'exploitant informe le préfet de la fin des travaux d'aménagement du casier par un dossier technique réalisé par un organisme tiers chargé d'établir la conformité de l'installation aux conditions fixées par le présent arrêté et l'arrêté préfectoral d'autorisation notamment l'existence :</i> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>• de la géomembrane et du dispositif de drainage (article 9) ;</i></li> <li><i>• des équipements de collecte et de stockage des lixiviats (article 11) ; [...]</i></li> </ul> <i>III. Avant tout dépôt de déchets dans un nouveau casier, le préfet fait procéder par l'inspection des installations classées à une visite du site afin de s'assurer de la fiabilité du dossier établi par l'organisme tiers. L'admission des déchets dans le casier ne peut débuter que si le rapport conclut positivement sur la base des vérifications précitées. [...] »</i>
<b>Constats :</b> Par courrier du 18 mars 2025, l'exploitant a transmis le dossier de conformité pour la création des alvéoles A3.3 et A3.4 du casier 3, référencé G24004A, daté du 13 mars 2025 et établi par la société Géologik Environnement. Ce dossier comporte notamment des parties dédiées : <ul style="list-style-type: none"> <li>• au planning effectif des travaux réalisés ;</li> <li>• à la liste des intervenants, précisant la fonction exercée, l'entité représentée et les personnes nommément désignées et leur rôle.</li> <li>• au plan d'assurance qualité, précisant les moyens mis en œuvre (réalisation des planches d'essais, points de contrôle...) pour le contrôle du casier.</li> </ul> Le dossier comporte en outre un relevé topographique réalisé à l'issue des travaux permettant de connaître l'altimétrie de la barrière de sécurité passive et celle du massif drainant.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Bien que le dossier réponde aux attendus réglementaires, il est de nouveau signalé que celui-ci mériterait à être complété par : <ul style="list-style-type: none"> <li>• une description des éventuels événements notables ayant pu influencer sur le chantier</li> </ul>

(intempéries impactant la teneur en eau de l'argile mise en œuvre, pannes machines, etc.), ne sont pas abordés dans le dossier ;

- le plan d'assurance qualité couvrant chaque étape de réalisation du casier, et notamment les procédures de réception, ainsi que les modalités d'archivage des documents permettant d'assurer leur traçabilité. Sur ce point, l'exploitant avait toutefois indiqué que les documents étaient stockés sur le serveur informatique du groupe, ainsi que au format papier sur le site de Mornac.

Ces éléments sont à communiquer à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 14 : Vérification de la barrière passive

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 18

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouverture d'un nouveau casier

**Prescription contrôlée :**

« L'exploitant spécifie le programme d'échantillonnage et d'analyse nécessaire à la vérification de la barrière de sécurité passive. Ce programme spécifie le tiers indépendant de l'exploitant sollicité pour la détermination du coefficient de perméabilité d'une formation géologique en place, de matériaux rapportés ou artificiellement reconstitués, et décrit explicitement les méthodes de contrôle prévues. L'exploitant transmet ce programme à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction du premier casier. En cas de modification du programme d'échantillonnage et d'analyse, l'exploitant transmet le programme modifié à l'inspection des installations classées pour avis, a minima trois mois avant l'engagement de travaux de construction de chaque casier concerné.

Le programme d'échantillonnage et d'analyse est réalisé selon les normes en vigueur.

Le début des travaux pour la réalisation de la barrière passive fait l'objet d'une information à l'inspection des installations classées. Pour chaque casier, les résultats des contrôles réalisés conformément aux dispositions des deux alinéas précédents par un organisme tiers de l'exploitant sont transmis au préfet avant la mise en service du casier. Ils sont comparés aux objectifs de dimensionnement retenus par l'exploitant et sont accompagnés des commentaires nécessaires à leur interprétation.

L'exploitant joint aux résultats précités le relevé topographique du casier, après achèvement du fond de forme. »

**Constats :**

L'exploitant a informé via plusieurs mails l'inspection des installations classées du déroulement des travaux. Un planning prévisionnel pour la construction de l'ensemble du casier 3 a notamment été transmis par courriel du 19 janvier 2023. L'exploitant a également transmis les résultats de perméabilité relative à la barrière passive, concluant à la conformité de celle-ci (voir ci-après). Ces contrôles ont été réalisés par un tiers indépendant (société Laboratoire CBTP).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 15 : Fond du casier

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouverture d'un nouveau casier

**Prescription contrôlée :**

« La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants :

- le fond d'un casier présente, de haut en bas, une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur et une couche de perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-6}$  m/s sur au moins 5 mètres d'épaisseur ; [...]

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à 1 mètre pour le fond de forme [...].

L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter. »

#### **Constats :**

Le dossier transmis fait état d'une barrière passive constituée de 1 m de matériaux de perméabilité inférieure à  $1.10^{-9}$  m/s et 5 m de matériaux de perméabilité inférieure à  $1.10^{-6}$  m/s. Des contrôles de la perméabilité, ne portant que sur la couche de 1 m ont été réalisés au moyen de 8 essais en fond de casier (4 essais par alvéoles) : les résultats varient entre 1,1 et  $7,0.10^{-10}$  m/s.

Concernant la couche de 5 m, il convient de rappeler que l'étude d'impact réalisée dans le cadre de la procédure d'autorisation mettait en évidence une couche d'argile rouge sur une hauteur de 10 à 15 m au nord du site, et des niveaux sableux sur calcaire sur une épaisseur de 5 m au sud. Les mesures effectuées (222 tests sur 52 sondages) mettait en évidence des perméabilités de  $1.10^{-9}$  à  $1.10^{-8}$  m/s.

Le dossier mentionne de façon explicite le protocole de mise en œuvre pour la réalisation de la planche d'essai, et indique par la suite que la mise en place de l'ensemble de la barrière de sécurité passive s'est fait dans les mêmes conditions.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 16 : Flancs du casier**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouverture d'un nouveau casier

#### **Prescription contrôlée :**

« La protection du sol, des eaux souterraines et de surface est assurée par une barrière géologique dite « barrière de sécurité passive » constituée du terrain naturel en l'état répondant aux critères suivants : [...]

- les flancs d'un casier présentent une perméabilité inférieure ou égale à  $1.10^{-9}$  m/s sur au moins 1 mètre d'épaisseur.

La géométrie des flancs est déterminée de façon à assurer un coefficient de stabilité suffisant et à ne pas altérer l'efficacité de la barrière passive. L'étude de stabilité est jointe au dossier de demande d'autorisation d'exploiter.

Lorsque la barrière géologique ne répond pas naturellement aux conditions précitées, elle est complétée et renforcée par d'autres moyens présentant une protection équivalente. L'épaisseur de la barrière ainsi reconstituée ne doit pas être inférieure à [...] 0,5 mètre pour les flancs jusqu'à une hauteur de 2 mètres par rapport au fond.

L'ensemble des éléments relatifs à l'équivalence de la barrière de sécurité passive est décrit dans la demande d'autorisation d'exploiter. »

#### **Constats :**

Pour mémoire, les flancs des casiers sont réalisés pour moitié en matériaux inertes pour digue, et pour moitié en matériaux argileux. L'étude de stabilité figure dans le dossier de demande d'autorisation.

Les digues Est et Ouest sont des diguettes délimitant les différentes alvéoles et sont par conséquent traitées de façon similaire au fond du casier. Les essais réalisés sur les digues Nord

(digue périphérique) et Sud (digue inter-casiers) mettent en évidence des perméabilités allant de  $2,8.10^{-11}$  à  $2,6.10^{-10}$  m/s.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 17 : Pose de la géomembrane PEHD**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 15 février 2016, articles 9 et 19

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouverture d'un nouveau casier

**Prescription contrôlée :**

**Article 9 :**

« I. Sur le fond et les flancs de chaque casier, est mis en place un dispositif complémentaire assurant l'étanchéité du casier et contribuant au drainage et à la collecte des lixiviats. Ce dispositif est appelé « barrière de sécurité active ».

Le dispositif mentionné à l'alinéa précédent est constitué d'une géomembrane résistante aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Pour la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un poseur certifié dans ce domaine.

Si ce revêtement présente des discontinuités, les raccords opérés résistent à l'ensemble des sollicitations citées au deuxième alinéa, dans des conditions normales d'exploitation et de suivi long terme.

II. En fond de casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert d'une couche de drainage d'une épaisseur minimale de 50 centimètres, constituée d'un réseau de drains permettant l'évacuation des lixiviats vers un collecteur principal complété d'une structure granulaire artificielle ou naturelle dont la perméabilité est supérieure ou égale à  $1.10^{-4}$  m/s. Cette couche de drainage résiste aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme.

Le dispositif mentionné au précédent alinéa peut être adapté par le préfet si l'exploitant en fait la demande et démontre l'équivalence du dispositif alternatif souhaité en termes d'évacuation des lixiviats. Toutefois, l'épaisseur de la couche de drainage ne peut être inférieure à 30 centimètres.

III. Un géotextile antipoinçonnant est intercalé entre la géomembrane et le matériau constitutif de la couche de drainage si celle-ci présente un risque d'endommagement de la géomembrane.

Sur les flancs du casier, le dispositif d'étanchéité est recouvert de géotextile de protection ou de tout dispositif équivalent sur toute sa hauteur. Ce dispositif est résistant aux sollicitations mécaniques, thermiques et chimiques pendant toute la durée d'exploitation et de suivi long terme. »

**Article 19 :**

« Pour le contrôle de la pose de la géomembrane, l'exploitant fait appel à un organisme tiers indépendant de l'exploitant.

Il s'assure que les matériaux mis en place ne présentent pas de défaut de fabrication avant leur installation sur le site et procède à leur contrôle après leur positionnement.

Une inspection visuelle de la géomembrane est réalisée et complétée a minima par le contrôle des doubles soudures automatiques à canal central par mise sous pression et par le contrôle des soudures simples.

Les contrôles précités sont réalisés par un organisme tiers. L'exploitant met en place une procédure de réception des travaux d'étanchéité. Les résultats des contrôles sont conservés sur le site et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. »

**Constats :**

Dans le rapport transmis par l'exploitant, figurent :

- les caractéristiques techniques de la géomembrane, des deux géotextiles (anti-poinçonnants) séparés par une géomembrane, et du géocomposite de drainage ;

- la liste des poseurs, tous certifiés ASQUAL ;
- des plans permettant de localiser les différentes soudures.

Des contrôles ont été effectués sur les stockages des géosynthétiques, sur le support de pose ainsi que sur la pose en elle-même.

Outre les contrôles visuels, la totalité des soudures ou portions de soudure à recouvrement double ont fait l'objet de contrôle par mise en pression, et l'ensemble des soudures ou assemblage par extrusion ont été contrôlés à la pointe sèche. L'ensemble des défauts constatés ont fait l'objet de reprise.

Un contrôle, fait sur site à l'arc électrique a mis en évidence des anomalies, trois ayant été jugées significatives et qui ont par la suite fait l'objet de reprises.

Enfin des contrôles destructifs ont été réalisés sur 4 prélèvements, et ont permis de conclure à la conformité des soudures.

La géomembrane a fait l'objet d'un ancrage sur 0,5 m de profondeur et 0,5 m de largeur avec un débord de 1 m par rapport à la crête de talus. Les soudures sur les flancs ont été réalisées de façon parallèle à la pente.

Lors de la visite terrain, l'inspection a relevé sur les flancs, des défauts du dispositif anti-poinçonnements (trous...). Des actions correctives sont prévues d'être mises en œuvre.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Les documents suivants ne figurent pas dans le rapport et devront être transmis :

- la liste des géomembranes utilisées avec leur numérotation en sortie d'usine ainsi qu'un plan de localisation permettant de localiser ;
- les justificatifs relatifs à la formation ASQUAL des poseurs ;
- les justificatifs de calibrage des matériels utilisés pour les soudures.

Il est demandé à l'exploitant de justifier que les défauts observés (trous...) sur les flancs du casier, du dispositif anti-poinçonnement, font l'objet de reprises avant la mise en exploitation du casier de stockage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 18 : Collecte des lixiviats**

**Référence réglementaire :** Arrêté ministériel du 15 février 2016, article 11

**Thème(s) :** Risques chroniques, Ouverture d'un nouveau casier

#### **Prescription contrôlée :**

*« L'installation est équipée d'un dispositif de collecte et de traitement des lixiviats de manière à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines.*

*Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas.*

*En cas d'impossibilité technique d'évacuation gravitaire, les lixiviats sont pompés puis rejetés dans le bassin de stockage de lixiviats. Dans ce cas, chaque système de collecte des lixiviats est équipé des dispositifs nécessaires au contrôle du bon fonctionnement des équipements de collecte et de pompage et de leur efficacité pendant la période d'exploitation et de suivi long terme.*

*Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.*

*Le dispositif de collecte des lixiviats est conçu de manière à ce que la hauteur maximale de lixiviats au point bas du fond de chaque casier n'excède pas de préférence 30 centimètres au-dessus de la géomembrane mentionnée à l'article 9, sans toutefois pouvoir excéder l'épaisseur de la couche drainante. Ce niveau doit pouvoir être contrôlé.*

*Le risque de pollution des sols en cas de rupture de tout élément du réseau de collecte des lixiviats implanté à l'extérieur des casiers est pris en compte selon des modalités définies dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. »*

**Constats :**

L'exploitant a transmis avec son dossier un plan de récolement daté du 9 juin 2023 permettant de visualiser la côte de la bande de sécurité active et de la couche drainante, et permettant de constater que l'épaisseur de cette dernière est bien de 50 cm minimum.

La collecte des lixiviats se fait gravitairement par un réseau de drains et de 2 collecteurs de lixiviats (l'un pour les alvéoles A-3.3a et b et l'autre pour les alvéoles A-3.4a et b). Les collecteurs de lixiviats traversent les 3 diguettes, les zones concernées étant repérées dans les plans transmis. Un regard est positionné dans chacune des 4 alvéoles, les lixiviats étant dirigées vers un puits de collecte au niveau de l'alvéole 3.3a. L'ensemble des éléments techniques est décrit notamment avec des plans de coupe.

Le massif drainant a été réalisé à l'aide de matériaux alluvionnaires roulé lavé de nature siliceuse de granulométrie 20/40. La fiche d'agrément du produit est jointe au dossier transmis. Bien qu'aucun test de perméabilité n'ait été effectué, la fraction de fines ( $D < 20$  mm) inférieure à 3 % permet de caractériser la fonction drainante des matériaux.

Pour mémoire, le drainage des eaux pluviales dans les alvéoles se fait gravitairement vers le poste de relevage. Bien que le contrôle vidéo ne soit pas réalisable, les niveaux des lixiviats dans le massif de déchets peuvent se contrôler par sonde piézométrique par les regards de drainage de lixiviats disposés dans les points bas des deux alvéoles. Un deuxième niveau de contrôle est possible dans le regard de furetage hors alvéole au nord de la digue le long de la piste périphérique. Un troisième niveau de contrôle peut se faire dans le poste de relevage par la sonde de niveau pressiosstatique qui détermine le déclenchement des pompes de relevage. Le niveau de charge dans les alvéoles est vérifiable via télégestion.

**Type de suites proposées :** Sans suite